

BRÈVES ÉCONOMIQUES de Doha

LE CHIFFRE A RETENIR

250

L'investissement que prévoit l'entreprise agroalimentaire qatarienne Baladna dans un projet industriel en Syrie, en M USD

Une publication du SE de Doha
12 juillet 2026

L'Edito :

A l'occasion de la visite en Syrie du Président de la République, Emmanuel Macron, les 6 et 7 juillet, la première d'un chef d'Etat de l'Union européenne depuis la chute du régime Assad, un forum économique consacré à la reconstruction du pays – dont le coût est estimé à 216 Mds USD par la Banque Mondiale – s'est rassemblé autour notamment de plusieurs dirigeants d'entreprises françaises. Si la coopération économique avec la France redémarre progressivement, plusieurs Etats du Golfe, dont le Qatar, ont profité de l'arrivée au pouvoir du Président de transition de la République arabe syrienne, Ahmed Al-Sharaa, en janvier 2025, pour y renforcer leur présence.

Depuis la chute de Bachar Al-Assad en décembre 2024, le Qatar apporte un soutien financier et humanitaire de premier plan à l'Etat syrien. L'émirat a par exemple entrepris l'acheminement de tonnes d'aide alimentaire via son agence de développement, le Qatar Fund for Development (QFFD). Par ailleurs, en juin 2025, le Qatar et l'Arabie Saoudite ont annoncé prendre en charge conjointement les salaires des fonctionnaires syriens pour trois mois renouvelables. Cette annonce avait fait suite à un autre engagement des deux pays golifiques, annoncé en avril 2025, de régler les arriérés d'un total de 15 M USD de la Syrie auprès de la Banque mondiale, décision qui devait permettre à la Syrie de renouer avec l'institution.

Le Qatar mobilise depuis son aide au développement au bénéfice d'un secteur énergétique syrien en lambeau. En mars 2025, le QFFD, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le ministère de l'Énergie et des Ressources minérales de la Jordanie ont annoncé un projet visant à acheminer du gaz naturel qatarien (3 à 4 millions de m³ par jour) vers la Syrie via la Jordanie, afin d'alimenter quotidiennement la centrale électrique de Deir Ali, d'une capacité 400 MW. Toujours sur le plan énergétique, le Qatar, l'Azerbaïdjan et la Turquie ont inauguré, en août 2025, la mise en service d'un gazoduc entre la Turquie et la Syrie, transportant du gaz azerbaïdjanais et financé par l'agence de développement qatarienne.

La reconstruction du secteur énergétique syrien, et plus largement des infrastructures du pays, font également l'objet d'accords avec des entreprises qatariennes. En mai 2025, le gouvernement syrien a signé un protocole d'accord avec un consortium mené par l'entreprise qatarienne UCC Holding, une filiale du conglomérat qatarien Power International Holding (PIH), pour la construction de quatre centrales électriques d'une capacité totale de 4 GW, ainsi qu'une centrale solaire de 1 GW dans le sud de la Syrie. Le gouvernement a également conclu à nouveau un protocole d'accord, avec un consortium dirigé par UCC Holding pour rénover et agrandir l'aéroport international de Damas, pour plus de 4 Mds USD.

Au-delà du secteur des infrastructures, plusieurs entreprises publiques et conglomérats privés qatariens sont déjà actifs en Syrie. Qatar Airways a par exemple été la première compagnie aérienne à rouvrir ses liaisons vers Damas, dès janvier 2025. Dans le secteur bancaire, la Qatar National Bank a obtenu, début janvier 2026, une licence Mastercard marquant la reprise de ses activités dans le pays après une interruption de 14 ans, tandis que dans l'agroalimentaire, le géant des produits laitiers Baladna prévoit un investissement de plus de 250 M USD dans un projet industriel intégré sur 150 000 m² dans la ville industrielle d'Adra, dont la construction a déjà débuté. Enfin, QatarEnergy a récemment signé un protocole d'accord avec TotalEnergies, ConocoPhillips et la Syrian Petroleum Company pour une coopération dans le cadre d'exploration de champs pétroliers et gaziers offshore.

Actualités

Les liaisons maritimes commerciales entre le port iranien de Dayyer et le port qatarien d'Al Ruwais ont repris après environ cinq mois d'interruption. [\(Reuters\)](#)

Un méthanier battant pavillon qatarien, le « Al-Rekayyat », propriété de l'entreprise de transport maritime qatarienne Nakilat, a été la cible d'une attaque, le 7 juillet, à proximité du détroit d'Ormuz. Le ministère qatarien des Affaires étrangères a accusé l'Iran d'être responsable de l'incident et appelé à la cessation immédiate de toute action menaçant la sécurité régionale, la navigation maritime internationale et l'approvisionnement énergétique mondial. [\(The Peninsula\)](#)

L'Autorité générale des impôts, la General Tax Authority (GTA) a mis en œuvre, à compter du 6 juillet 2026, un nouveau mécanisme de taxation des boissons sucrées fondé sur un modèle volumétrique par paliers. Ce dispositif élargit le champ des produits taxables aux boissons sucrées (notamment les sodas et jus contenant des sucres ajoutés), ainsi qu'aux concentrés, poudres, extraits et autres préparations destinées à être transformées en boissons. [\(GTA\)](#)

Le ministère du Commerce et de l'Industrie (MoCI) du Qatar et QatarEnergy (QE) ont se sont engagés à mettre en place un mécanisme conjoint de gouvernance pour l'allocation des ressources issues des hydrocarbures à des projets industriels en aval à forte valeur ajoutée. L'accord prévoit également le développement d'une nouvelle zone dédiée aux industries de taille intermédiaire au sein de la cité industrielle de Mesaieed. [\(QatarEnergy\)](#)

Le Qatar Financial Centre (QFC) a annoncé l'implantation à Doha de Franklin Templeton Investments, filiale locale du gestionnaire d'actifs américain Franklin Templeton, qui gère 1,78 trillion USD d'actifs. L'ouverture d'un bureau régional permettra à la société de renforcer sa présence au Moyen-Orient et fait suite à la signature d'un partenariat avec la Qatar Investment Authority (QIA) et la création d'un fonds conjoint : le Franklin Templeton Qatar Equity Fund. [\(QFC\)](#)

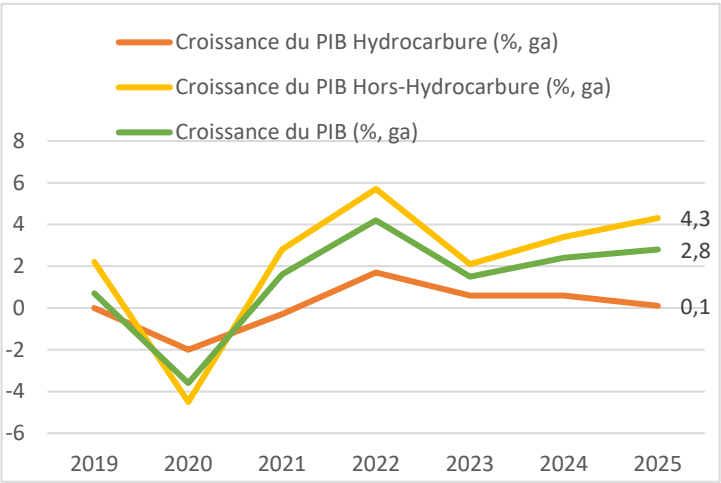
La Qatar Investment Authority (QIA) a participé au rachat du gestionnaire d'actifs Janus Henderson aux côtés de Triun Fund Management et General Catalyst et d'un groupe d'investisseurs internationaux. [\(QIA\)](#)

Le Qatar Economic Forum, forum économique à portée internationale organisé par Bloomberg, se tiendra finalement à New York le 20 septembre 2026, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, après avoir été reporté en raison du conflit régional. Il devrait faire son retour à Doha en avril 2027. Ayant pour thème « *Growth on New Terms: Capital, Risk and Resilience* », l'événement réunira dirigeants politiques, chefs d'entreprise et investisseurs autour des enjeux liés à la recomposition des flux de capitaux, à la gestion des risques et à la résilience économique mondiale. [\(QEF\)](#)

Indicateurs macro

Croissance du PIB

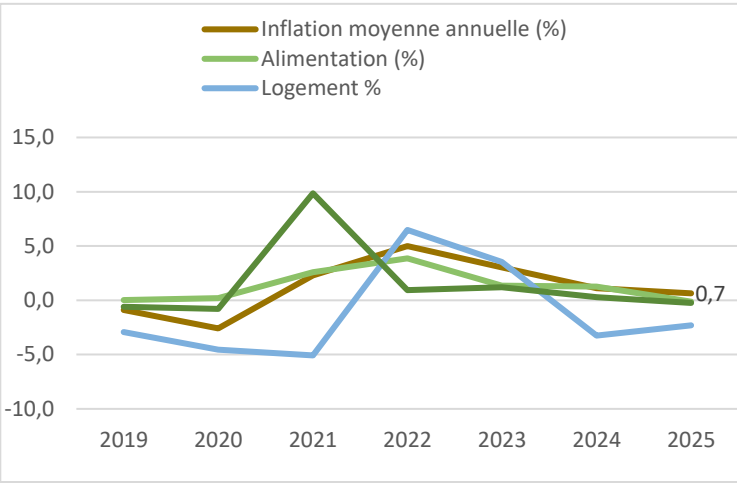
En 2025, la croissance du PIB du Qatar était de **2,8 %**, portée par une forte croissance des secteurs hors hydrocarbures.



Sources : FMI, SE de Doha

Inflation

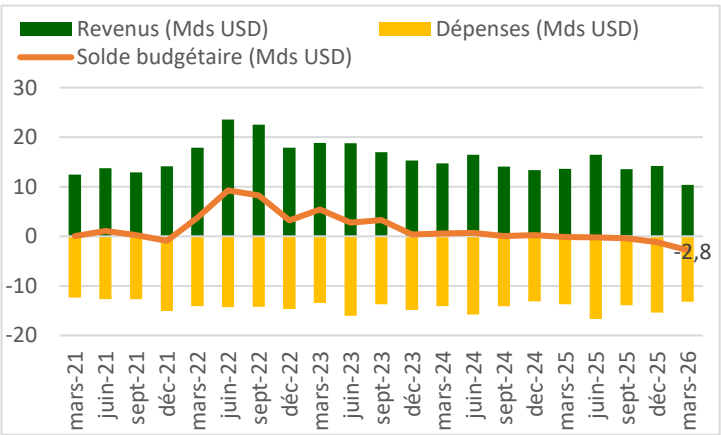
L'inflation moyenne annuelle était de **0,7 %** en 2025.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

Solde budgétaire

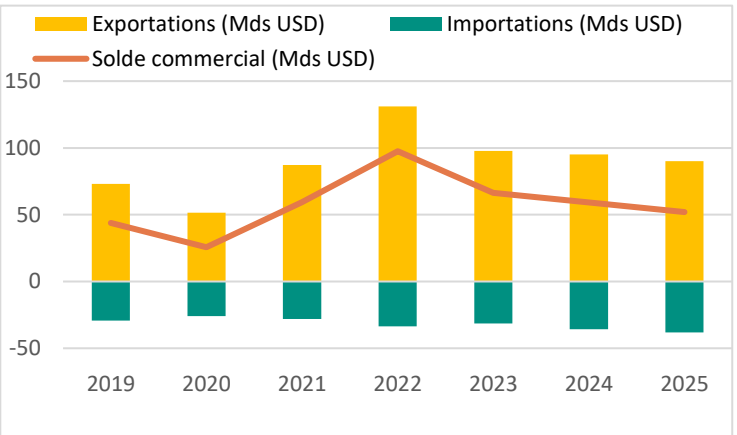
Le solde budgétaire était déficitaire à hauteur de **2,8 Mds USD** au T1 2026.



Sources : Ministère des Finances du Qatar, SE de Doha

Solde commercial

En 2025, la balance commerciale du Qatar était excédentaire à hauteur de **52 Mds USD**.



Sources : National Planning Council, SE de Doha

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Doha

Rédacteur : Barthélemy GADRET Pour se désabonner : barthelemy.gadret@dgtresor.gouv.fr

Pour plus d'actus sur l'activité du SE de Doha : [QATAR | Direction générale du Trésor \(economie.gouv.fr\)](http://QATAR | Direction générale du Trésor (economie.gouv.fr))

La revue de presse de Doha, réalisée à partir d'informations recueillies en sources ouvertes, est à but strictement informatif. Le Service Economique de Doha décline toute responsabilité quant à l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.